

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Fourniture de denrées alimentaires pour le service
restauration**

**Lots 1 (fruits et légumes frais en portion ou au kilo issus de
l'agriculture conventionnelle) et 2 (viandes et volailles
fraîches)**

Date et heure limites de réception des plis :

Le 23/02/2021 à 11 : 00

Etablissements membres du GHT concerné(s) par le présent accord-cadre :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) en tant qu'établissement support du GHT
- ☒ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☒ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont

ATTENTION : des échantillons sont à livrer le lundi 22 février 2021 à l'adresse indiquée à l'article 5.3 du présent Règlement de la consultation

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 – Objet et décomposition du contrat	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
Article 2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement	3
2.3 - Variantes	4
2.4- Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) - Prestations Alternatives (variantes exigées)	4
Article 3 - Contenu du dossier de consultation	4
4.1 – Contenu du dossier de consultation	4
4.2 – Accès.....	4
4.3 – Modification de la consultation en cours de publicité	5
Article 5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 – Pièces de la candidature	6
5.2– Pièces de l’offre pour les deux lots	7
5.3- Echantillons.....	7
Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique sur profil acheteur (Plateforme PLACE)	8
6.2 – Transmission d’une copie de sauvegarde	10
6.3- Transmission sous support papier	11
Article 7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution de l’accord-cadre.....	12
7.3 - Désignation de l’attributaire	13
Article 8 - Renseignements complémentaires	13
8.1 – Points de contact.....	13
8.2 - Procédures de recours	13

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet et décomposition du contrat

La présente consultation concerne la fourniture de denrées alimentaires pour le service restauration.

La consultation est décomposée en 2 lots distincts :

Lot	Intitulé du lot
1	Fruits et légumes frais en portions et au kilo issus de l'agriculture conventionnelle
2	Viandes et volailles fraîches

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots. Chaque lot est attribué à un opérateur économique. Plusieurs lots pourront être attribués à un même opérateur économique.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum et sans maximum est passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des plis.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement, sa forme juridique est au libre choix du groupement.

Cependant l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné impose qu'en cas de **groupement conjoint, le mandataire soit solidaire**. Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il peut se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4- Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) - Prestations Alternatives (variantes exigées)

Aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle – Prestations Alternative n'est définie dans le cadre de cette procédure.

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

4.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC) et son annexe :
 - Annexe : Alléger son dossier de candidature ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Guide de la CNIL sur le RGPD
 - Annexe n°2 : Factures et livraison
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
 - Annexe n°1 : Schéma circuit court
- Un cadre de réponse technique ;
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Les plans :
 - Plan accès CHUGA
 - Plan Site Nord
 - Plan Site Sud
 - Plan UCP Saint Laurent du Pont
 - Plan remise d'une copie de sauvegarde

Le Dossier de Consultation et/ou les pièces constitutives de l'accord-cadre conservé dans les archives de l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné font seuls foi.

Il appartient au candidat de signaler au moment de la consultation les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, l'opérateur économique titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

4.2 – Accès

Le dossier de la consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

En application de l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, il est disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=689492&orgAcronyme=x7c>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne peut porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles. Tout candidat s'assure également que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme courriels indésirables.

4.3 – Modification de la consultation en cours de publicité

L'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des plis. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

A ce titre, toute entreprise non-identifiée lors du téléchargement des pièces du dossier sur la plateforme PLACE, ne pouvant être destinataire de ces modifications, ne pourra élever aucune réclamation auprès de l'établissement support. Il appartient donc aux entreprises de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidatures et/ou d'offre).

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Pour simplifier la présentation de votre candidature, l'établissement support invite les soumissionnaires à candidater via le DUME ou par le biais du principe « dites-le nous une fois » (voir annexe au Règlement de la Consultation).

En outre, lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d'opérateurs agréés d'un État de l'Union européenne ou s'il dispose d'un certificat délivré par un organisme de certification répondant aux normes européennes en matière de certification, il peut présenter un certificat d'inscription délivré par l'autorité compétente ou le certificat délivré par l'organisme de certification à la place des justificatifs demandés.

Pour rappel la signature électronique des documents de la candidature et des offres n'est pas exigée par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné au stade du dépôt du pli, la signature sera demandée à postériori à la seule entreprise retenue.

Les documents de la candidature et de l'offre des candidats seront entièrement rédigés en langue française et exprimées en EURO. Si les documents de la candidature et de l'offre des candidats sont rédigés dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans le pli.

Aucun format n'est imposé pour la transmission des informations demandées au titre de la candidature. Chaque candidat produit obligatoirement, un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5.1 – Pièces de la candidature

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3 et R.2142-4 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique (non obligatoire si le candidat l'a renseigné dans le DUME ou si le candidat l'a fourni lors d'une précédente consultation ou si le candidat transmet le certificat suscité) :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique ;
- Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail (emploi des travailleurs handicapés) ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-6 à R.2142-14 du Code de la commande publique (non obligatoire si le candidat l'a renseigné dans le DUME ou si le candidat l'a fourni lors d'une précédente consultation ou si le candidat transmet le certificat suscité) :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-13 et R.2142-14 du Code de la commande publique (non obligatoire si le candidat l'a joint dans le DUME ou si le candidat l'a fourni lors d'une précédente consultation ou si le candidat transmet le certificat suscité) :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Les candidats fournissent tout autre document leur permettant de justifier de leur capacité financière, professionnelle, technique, s'ils sont objectivement dans l'impossibilité de produire des documents mentionnés ci-avant pour justifier de leurs capacités.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'irrecevabilité de la candidature de l'un des membres du groupement entraîne de fait celle du groupement entier. Toutefois, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre ait la totalité des compétences requises pour l'exécution.

5.2– Pièces de l'offre pour les deux lots

Le soumissionnaire doit être conforme au RGPD (Règlement européenne de protection des données du 25 mai 2018) (cf. Guide de la CNIL en annexe n°1 du CCAP).

Pour être complète, l'offre devra contenir les éléments suivants constitutifs du projet d'accord-cadre :

- Le bordereau des prix unitaires complété * onglet 1 ou 2 ;
- Le catalogue tarifé du soumissionnaire ;
- Le cadre de réponse technique onglet 1 ou 2;
- Les fiches techniques de chacun des produits (si pas reportés dans cadre de réponse).

*Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ne doit subir aucune modification de structure (ajout ou suppression de ligne etc..).

Le soumissionnaire doit préciser les éléments confidentiels de son offre couverts par le secret des affaires. A défaut de ces précisions, l'ensemble de l'offre est réputé communicable, sous réserve de la jurisprudence de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA).

5.3- Echantillons

Les candidats doivent livrer des échantillons selon les modalités décrites ci-dessous. A défaut leur offre sera jugée irrégulière.

Il est attendu des candidats un bon de livraison récapitulatif faisant apparaître la notion d'échantillons pour la consultation n°2021E017_a_2021E020 lot n° X et l'identification du candidat.

N° du lot	Intitulé du lot	Quantité	Adresse de livraison	Date de livraison des échantillons	Contact
1	Fruits et légumes frais en portion ou au kilo issus de l'agriculture conventionnelle	Les candidats devront proposer un panel de 5 fruits et 5 légumes représentatifs de leur offre en fonction de la saison.	Unité Centrale de Production Hopital Sud Avenue de Kimberley 38434 ECHIROLLES	Le lundi 22 février 2021 Entre 6H et 12H	Xavier LAVEZE Responsable Service Restauration Tél. +33 (0)4.76.76.77.44 ou 27 744 Port. 06.46.32.43.95
2	Viandes et volailles fraîches	2kg de chaque viande listée au CCTP	Unité Centrale de Production Alimentaire 18 ZA Grange Venin 38380 SAINT-LAURENT DU PONT	Le lundi 22 février 2021 Entre 6H et 12H	Eric JAMET Responsable Service Restauration 04.76.06.26.70

Conformément à l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois, même s'il dépose une offre pour plusieurs lots. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné dans le délai fixé pour la remise des plis.

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 - Transmission électronique sur profil acheteur (Plateforme PLACE)

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, les plis des candidats devront être transmis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=689492&orgAcronyme=x7>

Cette adresse correspond à la plateforme de dématérialisation PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat) utilisée par le CHU Grenoble-Alpes.

Le pli du soumissionnaire devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation. Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme **hors délai, l'horodatage de la plateforme faisant foi**.

Le « guide utilisateur général entreprise » est disponible, dans la rubrique « aide » à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

Le mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

TAILLE ET FORMATS DES DOCUMENTS

Les fichiers des candidats devront, sous peine d'irrecevabilité, être transmis dans des formats largement disponibles (.zip; Excel, PowerPoint, Access (Pack Microsoft), PDF Acrobat ...).

Par ailleurs, il est précisé qu'il n'est pas recommandé aux candidats d'utiliser des fichiers au format « .exe ».

Le nom des fichiers ne doit pas comporter plus de 35 caractères sous peine d'impossibilité d'ouverture.

Détection d'un virus informatique dans un fichier : Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Outils requis pour répondre par voie dématérialisée :

Le candidat doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés figurant dans la Rubrique « Aide » Outils Informatiques » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Test de la configuration du poste :

La remise d'une réponse électronique exige l'utilisation d'un programme (applet). Ce programme assure le formatage des fichiers de réponse ainsi que les opérations de signature et de chiffrement, le cas échéant. Cet applet nécessite une configuration spécifique de votre poste de travail.

Il est conseillé à chaque candidat de vérifier les prérequis pour la remise électronique d'une réponse dans la rubrique « Se préparer à répondre » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin d'accompagner les entreprises dans l'installation et l'utilisation de la plateforme dématérialisée PLACE, une assistance est à leur disposition. Dans un premier temps il sera nécessaire de renseigner le formulaire UTAH (onglet assistance en ligne) avant même de pouvoir contacter le 01 76 64 74 07 (9h – 19h les jours ouvrés) ou l'adresse de courriel place.support@atexo.com.

Le guide d'utilisation et les films d'autoformation sont mis à disposition dans la rubrique "Aide" à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Il est également possible de s'entraîner sur la plate-forme avec les consultations de test disponibles dans la rubrique "Se préparer à répondre".

Avertissement :

Chaque candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

6.2 – Transmission d'une copie de sauvegarde

Parallèlement à leur envoi électronique, les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB, CD etc.). Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, cette copie de sauvegarde ne pourra être ouverte par l'établissement support qu'en cas :

- de défaillance du système informatique ou si un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat (la trace de la malveillance est conservée)
ou
- lorsqu'une offre est transmise de façon incomplète, hors délai ou qu'elle n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission du pli par voie électronique ait commencé avant la clôture de la date limite de remise des plis et que la copie de sauvegarde soit parvenue, elle, dans le délai mentionné en page de garde du RC.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits par l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné.

Les candidats qui transmettent cette copie, le font sous pli cacheté en respectant la procédure suivante :

Une enveloppe extérieure permettant de garantir la date certaine de réception et la confidentialité de l'offre en tant que copie de sauvegarde, sur laquelle figureront les indications suivantes :

<p style="text-align: center;">COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p style="text-align: center;">Fourniture de denrées alimentaires pour le service restauration</p> <p style="text-align: center;">Lot(s) n°</p> <p style="text-align: center;">Dossier n°2021E017_2021E020</p> <p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p> <p style="text-align: center;">Identification et SIRET du candidat :</p>
--

La copie de sauvegarde contiendra les mêmes éléments et selon les mêmes formats choisis, que le pli transmis par voie électronique sur la plateforme dématérialisée.

La copie de sauvegarde devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document, et ce quel que soit le mode de transmission (envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, transporteur, remis à la Cellule des Marchés contre récépissé), à l'adresse suivante :

Adresse postale :

CHU GRENOBLE ALPES
Cellule des Marchés (Pavillon Moidieu)
CS 10 217
38043 GRENOBLE Cedex 09

Adresse géographique :

CHU GRENOBLE ALPES (Site La Tronche)
Cellule des Marchés
Pavillon Moidieu (bâtiment situé derrière l'Hôpital Couple Enfant)
Entrée par le Quai Yermoloff
38700 La Tronche

Horaires d'ouverture de la Cellule des Marchés :

Du lundi au vendredi : matin 8h – 12h / après-midi 13h – 16h (sauf jours fériés)

Téléphone : 04.76.76.68.59

Les envois transmis par un service express type CHRONOPOST doivent impérativement mentionner sur l'enveloppe extérieure l'objet de la consultation et le nom de l'entreprise.

Les copies de sauvegarde qui seraient remises ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure-limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non-cachetée, ne seront pas retenus.

Important : S'il est fait appel à un transporteur pour la remise du pli, merci de bien vouloir faire apparaître de façon visible le plan du « lieu de remise des plis » sur l'enveloppe afin d'éviter les erreurs de livraison.

6.3- Transmission sous support papier

La transmission sous un support papier est interdite. Toute offre papier sera ainsi considérée comme une offre irrégulière au sens de l'article R.2152-1 du Code de la commande publique.

Article 7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours, identique pour tous conformément à l'article R.2144-2 du Code de la commande publique.

Dans le cas où les offres seraient examinées avant les candidatures, il sera demandé à la seule entreprise classée première de compléter sa candidature. Si elle ne le fait pas dans les temps, il sera procédé de la même façon avec le second, etc.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4 et R.2152-1 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Conformément à l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il examine les candidatures de manière impartiale et transparente. Il veille notamment à ce que sa connaissance des offres n'influe en rien sur l'appréciation des motifs d'exclusion ou des critères de sélection.

Conformément à l'article R.2161-5 du Code de la commande publique, l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné ne peut négocier avec les soumissionnaires. Il lui est seulement possible de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Lot n°1 : Fruits et légumes en portion ou au kilo issus de l'agriculture conventionnelle	
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0
2.1. Echantillons : <i>Qualité organoleptique des échantillons et pertinence du panel de fruits et légumes proposé</i>	15/40
2.3. % de produits en circuit court	17,5/40
2.4. Etendue de la gamme dans le catalogue	7,5/40
Lot n°2 : Viandes et volailles fraîches	
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0
2.1. <i>Qualité des échantillons à la suite des tests de cuisson et de la dégustation (organoleptique)</i>	30/40
2.3. <i>Etendue de la gamme dans le catalogue</i>	10/40

Critère « valeur technique » :

Ce critère sera apprécié au moyen du cadre d'une part du cadre de réponse, le catalogue et/ou des fiches techniques fournis par le soumissionnaire et d'autre part des tests et dégustations réalisés sur les échantillons. Il sera noté sur 40.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires, ce dernier prévaudra. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Désignation de l'attributaire

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent, dans un délai de 10 jours maximum, les pièces de l'attributaire. A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera **rejetée** et il sera éliminé et le second sera alors choisi.

Article 8 - Renseignements complémentaires

8.1 – Points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'établissement support GHT Alpes-Dauphiné, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=689492&orgAcronyme=x7>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 8 jours au plus tard avant la date limite de réception des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 Place de Verdun
BP 1135
38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.